

SMIRTOM du SAINT-AMANDOIS

COMPTE- RENDU DU COMITE SYNDICAL

L'an deux mil dix sept, le 28 mars à 9 heures 30, le comité syndical du SMIRTOM du Saint-Amandois s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, Président.

Date de la convocation : 20 mars 2017

Nombre de membres : Nombre de délégués : 32

Présents : 18

Pouvoirs : 1

Absents, excusés : 13

PRESENTS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE :madame Clarisse DULUC, messieurs Bertrand DESNOIX , Jacques DEVOUCOUX , Bernard JAMET ,Guy LAINE ;COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS :messieurs Olivier HURABIELLE , Michel PERRIOT, Michel SAUVAGNAT; COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER : messieurs Dominique BURLAUD, Michel DE PAULE , Christian FAUCHER ;
COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY GRAND SUD : monsieur Dominique DUBREUIL;
COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : :messieurs Paul BERNARD, Olivier COMBETTE; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : monsieur Thierry PORIKIAN ;COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY LOIRE VAUVISE : madame Christine JAMET, monsieur André DELAVault ; ;COMMUNAUTE DE COMMUNES LOIRE, NIEVRE ET BERTRANGES : monsieur Jacques BRUNET ;

POUVOIRS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : Monsieur Roland GILBERT a donné pouvoir à M. Thierry PORIKIAN ;

ABSENTS ; EXCUSES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : : madame Edith MICHELIC, messieurs Pascal AUGENDRE, Guy THOMAS ;COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : messieurs Pierre MANCION, Jean-Pierre RENAULT ;COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER : monsieur Alain MANSSENS ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY GRAND SUD :mesdames Chantal TRAVERS, Brigitte REBMANN, messieurs Jean-Paul JOLIET, Nicolas NAULEAU ;
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : monsieur François RICHARD
COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : monsieur Guy SAMIERI ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY LOIRE VAUVISE : monsieur Yves DEBONO ;

Après avoir donné lecture de l'ordre du jour (plus un point supplémentaire- avenant convention ecofolio) qui est accepté à l'unanimité, la séance est ouverte.

M. Olivier HURABIELLE est désigné comme secrétaire de séance.

Dans l'attente de l'arrivée de membres supplémentaires pour que le quorum soit atteint pour pouvoir délibérer, un point est fait sur les problèmes de collecte.

Le président rappelle que ceux-ci ont 2 causes majeures : les modifications des conditions de collecte et leur organisation ainsi que la distribution des calendriers par la Poste.

Les modes de collecte ainsi que les circuits ont été totalement revus. Il a donc fallu que les habitants soient attentifs aux nouvelles conditions de présentation de leurs bacs et parfois à des jours de collecte qui ont été modifiés. Les circuits mini benne ont également perturbé les usagers qui ne comprenaient pas que leur bac jaune soit collecté et pas le bordeaux. La société BRANGEON a, elle aussi, dû faire face à des difficultés telles que l'absence de téléphone fixe pendant 2 mois et la reprise du personnel de SITA qu'il a fallu former à ces nouvelles modalités de collecte, d'où l'explication de nombreux oublis ou retards de collecte.

Enfin, la distribution des calendriers de collecte confiée à la Poste a généré de nombreux appels et difficultés de collecte dans la mesure où 40 % des calendriers ont été mal ou pas distribués. La Poste a été informée que la facture de distribution ne serait pas réglée. Les élus approuvent cette décision et évoquent même l'éventualité d'un recours devant les juridictions du fait du préjudice causé.

M. Porikian intervient pour signaler que la communauté de communes du pays de Néronde a transmis un courrier au SMIRTOM demandant « un geste commercial » pour dédommager les usagers qui ont rencontré des difficultés dans la collecte de leurs déchets depuis le début de l'année.

Le président précise qu'il est conscient des désagréments qu'ont pu subir certains usagers mais qu'au final, les déchets ont été traités et que 90% des foyers ont été collectés, les surplus ayant été acceptés sans que la levée soit comptabilisée.

S'agissant de la remarque de M. PORIKIAN qui estime « que la collecte robotisée n'est pas adaptée au monde rural », il est précisé que la collecte robotisée concerne 85 % du territoire ; le reste continue d'être collecté par un camion traditionnel avec l'intervention d'un ripeur. Le choix de la collecte robotisée a été fait par la majorité des élus qui, après avoir visité des sites pilotes tels Sarrebourg ou Angers, ont souhaité préserver la santé et la sécurité des ripeurs.

Concernant l'utilisation des sacs rouges soulevée par M. Burlaud, la possibilité de prévoir un point 2.2 en déchetterie sera étudiée.

Après avoir entendu diverses remarques formulées par les élus (positionnement des bacs, taille du bac jaune, optimisation des circuits de collecte, responsabilité, etc...) , le président donne lecture du courrier transmis par la communauté de communes du pays de Néronde par lequel est demandée une réduction de la facture de redevance d'enlèvement des ordures ménagères. Il est décidé d'examiner cette demande et d'en délibérer lors d'un prochain comité syndical.

Le quorum étant atteint par l'arrivée de Mme DULUC et de M. BRUNET, la séance continue par les points soumis à délibération et vote.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°1

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 15 DECEMBRE 2016

Le comité syndical, à la majorité des présents (abstention de Mme JAMET, absente à la séance) approuve le compte-rendu de la séance du 15 décembre 2016.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°2

COMPTE- RENDU DES AFFAIRES TRAITEES EN APPLICATION DE LA DELEGATION DU COMITE SYNDICAL AU BUREAU SYNDICAL ET AU PRESIDENT

Affaires traitées par le président :

- Conclusion d'un contrat internet pour la déchetterie d'une durée de 3 ans avec la société DACTYL Buro – Bourges pour un montant mensuel de 61,20 TTC.

Affaires traitées par le bureau syndical :

- Avis favorable pour autoriser les habitants de Beffes à accéder à la déchetterie de Sancergues.
- Admission en non valeurs de créances ordures ménagères pour un montant de 3 562,61€ (créances éteintes).
- Souscription d'une ligne de trésorerie complémentaire auprès de la Caisse d'Epargne d'un montant de 1 000 000 € - Taux : euribor 1 semaine flooré + 0,90 %.
- Avis favorable pour procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée ZK n° 65 d'une superficie de 1 050 m2 au prix de 1 050 € pour finaliser le périmètre du site technique.

A l'unanimité, le comité syndical donne acte au président de la communication de ce document.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°3

PARTICIPATIONS 2017 DES COMMUNAUTES DE COMMUNES

Comme chaque année, il convient d'établir le montant des participations des communautés de communes qui perçoivent la redevance dans le cadre du régime dérogatoire restreint.

Une proposition de participations à demander aux communautés de communes établies en fonction des recettes attendues de la redevance pour l'année 2017 est soumise aux élus.

Comme pour les années précédentes, le montant des redevances attendues et le montant des redevances émises qui ont servi de base au calcul des participations qui ont été demandées aux communautés de communes pour l'année 2016 ont été comparés.

Il s'avère que le montant des redevances émises est inférieur au montant des redevances attendues. Une régularisation sera donc effectuée sur le montant qui a été demandé aux communautés de communes en 2016 et viendra donc en diminution de la participation pour l'année 2017.

Cet ajustement a été pris en compte dans le calcul de la proposition de participations à demander aux communautés de communes pour 2017 qui est présentée aux élus.

PARTICIPATIONS 2017 CDC

CDC	RI ATTENDUE EN 2016	MONTANT REELLEMENT EMIS EN 2016	AJUSTEMENT	RI ATTENDUE EN 2017	PARTICIPATION 2017
Arnon Boischaut Cher	916 583,91	902 759,78	- 13 824,13	896 768,44	882 944,31
Berry Grand Sud	1 181 372,89	1 169 466,12	- 11 906,77	1 157 878,13	1 145 971,36
Pays de Nérondes	477 101,51	470 310,81	- 6 790,70	469 318,80	462 528,10
TOTAL	2 575 058,31	2 542 536,71	- 32 521,60	2 523 965,37	2 491 443,77

Compte tenu des nouvelles modalités de facturation, les appels de fonds aux communautés de communes seront effectués en trois fois :

- Mai
- Septembre
- Novembre

Après en avoir délibéré, la proposition de participations 2017 des communautés de communes est acceptée à la majorité des présents (vote contre de M. BURLAUD – ABSTENTION de M. PORIKIAN et de M. GILBERT).

M. Porikian précise que du fait que la Cour Administrative d'Appel n'a toujours pas rendu son jugement, la CDC du Pays de Nérondes soustraira 8% du montant de la participation qui lui est demandée.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N° 4

MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT

Au 1^{er} janvier 2017, la compétence « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés » a été transférée à la communauté de communes Berry Loire Vauvise.

Ce transfert emporte un certain nombre de conséquences pour les syndicats auxquels adhèrent certaines communes membres.

Le SMIRTOM est concerné par ces dispositions car dorénavant, la communauté de communes Berry Loire Vauvise représentera les communes de Lugny Champagne, Sancergues et Saint Martin des Champs au sein du syndicat. Elle disposera du même nombre de délégués que les 3 communes.

Il en va de même pour la commune de La Chapelle Montlinard qui est représentée par la communauté de communes « Loire, Nièvre et Bertranges ».

Les statuts du SMIRTOM seront revus en conséquence et les modifications constatées par arrêté préfectoral selon la procédure de droit commun relevant des articles L 5211-17, L5211-20 et L 5211-5 du CGCT.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, prend acte de cette procédure et décide d'engager une modification des statuts du syndicat.

DOCUMENT DE SYNTHÈSE – DOSSIER N° 5

RETRAIT DE LA COMMUNE DE LA CHAPELLE MONTLINARD

Par courrier en date du 21 décembre 2016, le président de la communauté de communes du Pays Charitois a de nouveau sollicité le retrait de la commune de La Chapelle Montlinard du syndicat.

Le président précise que le comité syndical s'est déjà prononcé défavorablement sur cette demande car il estime qu'une harmonisation est nécessaire sur le territoire du syndicat.

D'après les informations données par M. BRUNET et HURABIELLE, il semblerait que les préfets de la Nièvre et du Cher doivent se rencontrer pour évoquer ce problème dans le cadre du schéma de coopération intercommunale.

Dans l'attente, le comité syndical, à la majorité des présents (Mme Jamet, MM. Burlaud, Brunet, De Paule , Desnoix, Gilbert, Porikian sont favorables au départ de La Chapelle Montlinard) a refusé le retrait de la commune de La Chapelle Montlinard demandé par la communauté de communes Berry Loire Vauvise.

DOCUMENT DE SYNTHÈSE – DOSSIER N° 6

PROJET D'AVENANT N° 2 AU MARCHE DE PRECOLLECTE CONCLU AVEC PLASTIC OMNIUM

Le prix des pièces détachées du bac 180 litres MSTs double flux compartimenté ainsi que le coût de la prestation de facturation semestrielle n'ayant pas été pris en compte dans le marché conclu en décembre 2015 conclu avec Plastic Omnium, il convient d'établir un avenant au dit marché.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à la majorité des présents (abstention de MM. Burlaud, Gilbert et Porikian), autorise le président à signer l'avenant à intervenir.

DOCUMENT DE SYNTHÈSE – DOSSIER N° 7

AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT POUR SIGNER LE MARCHE DE LOCATION, INSTALLATION ET MAINTENANCE D'UNE UNITÉ DE TRAITEMENT DES DECHETS VERTS

Afin d'optimiser le traitement des déchets bois, une procédure d'appel d'offres a été lancée pour adjoindre à la ligne de fabrication de bûchettes de bois compressé une unité de production de pellets agrocombustibles.

Une seule offre a été remise.

Toutefois, elle correspond aux attentes du syndicat.

Aussi, la commission d'appel d'offres, réunie le 17 mars dernier, a décidé de retenir la société CP CONCEPT comme attributaire pour un montant de location annuel de 156 800 € HT et un prix de reprise des pellets de 112 € HT la tonne.

La société CP Concept est une filiale de GREEN RESEARCH qui est une entreprise spécialisée dans la recherche et la mise au point de process permettant de transformer et de valoriser la biomasse sous-utilisée en agrocombustibles.

Le président expose les résultats attendus de cette opération : optimisation du travail des employés en faisant fonctionner 2 chaînes de fabrication, capacité de séchage supplémentaire pour la production de bûchettes, opération blanche entre le coût de location et la vente de pellets (sur une base de 1 400 T), coût de traitement chez un prestataire évité.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à la majorité des présents (abstention de M. Burlaud) autorise le président à signer le marché à intervenir.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°8

INDEMNITES DES ELUS – REVALORISATION DE L'INDICE 1015

Par circulaire en date du 8 mars 2017, la préfecture du Cher a signalé que, par décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017, l'indice brut terminal servant de base au calcul des indemnités de fonction des élus était passé de 1015 à 1022.

Si les délibérations indemnitaires prises par les collectivités lors des dernières élections font référence expressément à l'indice brut terminal 1015, une nouvelle délibération est nécessaire et il convient de viser « l'indice brut terminal de la fonction publique » sans autre précision, car une nouvelle modification de cet indice est prévue en janvier 2018.

Le syndicat se trouve dans ce cas. Il convient donc d'adopter cette nouvelle formulation pour fixer le montant des indemnités du président et des vice-présidents.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, accepte cette nouvelle formulation pour la définition du montant des indemnités des élus.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°9

AVENANT A LA CONVENTION ECOFOLIO

En date du 9 octobre 2013, le SMIRTOM du Saint-Amandois a conclu avec Ecofolio une convention d'adhésion relative à la collecte et à l'élimination des déchets de papiers graphiques.

Ecofolio apporte à la collectivité des soutiens financiers au recyclage final, à la valorisation hors recyclage et à l'élimination des déchets de papiers visés à l'article L 541-10-1 de code de l'environnement ainsi qu'un accompagnement technique et méthodologique à la communication.

Il convient de conclure un avenant pour prolonger la convention afin que la collectivité puisse bénéficier des soutiens relatifs aux tonnages de déchets papiers collectés, triés et traités en 2016 et déclarés en 2017.

La convention est prolongée, à compter du 31 décembre 2016, jusqu'au versement intégral des soutiens dus par Ecofolio à la collectivité au titre des déchets papiers collectés, triés et traités au titre de l'année 2016 et déclarés en 2017. A ce titre, il est entendu qu'Ecofolio demeure redevable auprès de la collectivité desdits soutiens qui n'auraient pas été perçus en 2017 par la collectivité et ce pour des causes qui ne lui sont pas imputables, elle pourra les recevoir ultérieurement.

Par ailleurs, l'avenant a pour objet d'intégrer à la convention les évolutions du cahier des charges « de la filière des papiers graphiques » pour la période 2017-2020 pour l'année 2017.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, autorise le président ou le directeur général des services à signer l'avenant à intervenir par signature électronique.

DOCUMENT DE SYNTHÈSE – DOSSIER N°10

QUESTIONS ET AFFAIRES DIVERSES

Achat composteurs

Lors de la dernière réunion de la commission finances et du bureau syndical, il a été décidé de ne plus acheter de composteurs pour les mettre à disposition des usagers car le syndicat ne peut plus bénéficier de subvention sur de tels achats et beaucoup d'usagers sont équipés puisque 12 000 composteurs ont été distribués depuis la mise en place de cette opération en 2006.

Cette décision est confirmée par le comité syndical.

La séance est levée à 11h45.

Le président,

Bernard JAMET